

L'écossocialisme, chaînon manquant pour la Gauche de transformation ?¹

Alors que l'impasse sociale, économique et environnementale s'annonce plus structurelle que jamais, l'idée d'associer une écologie radicalement anticapitaliste à un socialisme résolument antiproductiviste fait son chemin. À la gauche de la Gauche, l'écossocialisme s'affirme comme un projet à même d'opposer des alternatives concrètes à un modèle de production et de consommation de masse en fin de course.

C'est désormais une constante : chaque secousse qui ébranle le système devient prétexte à sa consolidation. Bien avant que la crise économique de 2008 n'ait conduit les décideurs occidentaux à renforcer une modération salariale qui en fut pourtant à l'origine², l'affirmation progressive de la contrainte écologique avait permis au « capitalisme vert » de s'imposer. Dans un contexte de démission du politique face au marché, l'idée de fonder la croissance soutenable sur le volontarisme des entreprises est progressivement devenue la pierre angulaire des politiques environnementales³. Un pari hasardeux, qui revient à subordonner les objectifs sociaux et environnementaux aux impératifs de rentabilité, et à les reléguer au rang de simples outils marketing.

Face à cette curieuse équation qui entend faire des fossoyeurs de l'écosystème les artisans de son sauvetage, les pensées marxistes et écologistes présentent un intérêt certain. Ces deux courants idéologiques s'accordent pour voir dans le capitalisme un système intrinsèquement irrationnel, prédateur des sociétés et de l'environnement. Un important fossé idéologique a toutefois longtemps séparé ces deux idéologies, au point de rendre certaines de leurs manifestations politiques antagonistes. La social-démocratie et le communisme ont en effet longtemps été marqués par l'idéologie du progrès, dans laquelle la nature de la croissance n'est pas questionnée pourvu qu'un partage de ses fruits intervienne *in fine*. L'antiproductivisme de l'écologie politique a pour sa part souvent négligé la réflexion sur l'incompatibilité fondamentale de la logique du profit à court terme avec le maintien des équilibres écologiques. Une lacune qui s'est révélée propice à une récupération ultérieure par le système⁴.

La corrélation de plus en plus évidente des crises sociales, économiques et environnementales avec la nature du capitalisme s'est toutefois révélée propice à un rapprochement des deux idéologies. Leur point de rencontre porte le nom d'écossocialisme, un projet politique qui porte pour horizon idéal une organisation de la société fondée sur les besoins sociaux réels et la préservation de l'écosystème. S'il est théorisé à partir des années 1970, il naît avant tout sur le terrain, à travers des luttes dans lesquelles s'enchevêtrent revendications sociales et environnementales⁵. Rédigé en 2001, le Manifeste écossocialiste international, marque un pas dans la structuration intellectuelle du mouvement, et ouvre la voie à la « déclaration écossocialiste de Belem » en 2009, puis à celle de Quito en 2013, intitulée Écossocialisme et "buen vivir".

Les débuts du XXI^e siècle sont également marqués par un saut qualitatif et quantitatif de la réflexion écossocialiste au niveau politique. La IV^e internationale – Secrétariat Unifié, qui fédère une quarantaine de formations de tradition trotskiste, inscrit l'écossocialisme dans ses statuts en 2010, emboîtant le pas à certains de ses membres. Des partis d'envergure comme Syriza (Grèce) ou Izquierda Unida (Espagne) s'en revendiquent également, de même que la plupart des formations de Gauche radicale scandinaves. Si tous ne se reconnaissent pas dans le

¹ Par Grégory Mauzé, animateur de l'Association Culturelle Joseph Jacquemotte – Avril 2014.

² Lordon, Frédéric, "« La crise du capitalisme de basse pression salariale »", Le Soir, 24 novembre 2008

³ Kaufmann, Stefan et Müller, Tazio, "Capitalisme vert, crise, changement climatique, et croissance sans fin", pp. 134-156, Fondation Rosa Luxemburg, rosalex.de

⁴ Löwy, Michael, "Qu'est-ce que l'écossocialisme?", février 2005, solidarites.ch

⁵ Il s'est notamment manifesté dans les pays du Sud à travers les mouvements paysans en lutte contre les grands groupes industriels et agricoles, à l'image de la lutte de la Coalition des Peuples de la Forêt contre la déforestation progressive de l'Amazonie brésilienne sous le coup des grands propriétaires latifundistes dans les années 1980. Dans les pays occidentaux, il prend la forme de luttes contre des projets d'infrastructures pharaoniques aux lourdes conséquences écologiques et sociales, à l'instar du mouvement de désobéissance civile du Larzac dans les années 1970.

terme – notamment au sein de formations héritées du communisme historique –, de larges pans de l'espace politique de la Gauche critique ont peu ou prou intégré la dimension écologique à leur critique du capitalisme.

Conséquence de l'effervescence autour de ce concept, deux réseaux écosocialistes ont été lancés début 2014 sur le vieux continent. Organisées par le parti suisse *Solidarités*, Les Rencontres écosocialistes européennes, dont la première réunion s'est tenue à Genève, ambitionnent de créer un large mouvement social autour d'une écologie anticapitaliste. Davantage institutionnel et articulé autour de partis politiques, le Réseau écosocialiste européen, initié par le Parti de Gauche français à partir d'une dynamique nationale, entend, quant à lui, faire de l'écosocialisme un projet politique crédible à vocation gouvernementale.

Un nouveau marqueur idéologique.

S'il est encore trop tôt pour s'avancer sur la capacité du projet écosocialiste à devenir le fer de lance de la transition écologique, on peut d'ores et déjà constater que celui-ci offre l'occasion à un mouvement ouvrier en mal de repères de redéfinir son identité. À commencer par son rapport ambigu à l'écologie, marqué par un rendez-vous manqué avec cette dernière lors de son apparition dans le débat public dans les années 1970. « *Au mieux, la Gauche s'est saisie de la défense de l'environnement comme d'un argument de plus contre le capitalisme, sans saisir la portée des enjeux écologiques* » note le chercheur et militant Daniel Tanuro. « *Dans le pire des cas, elle s'est obstinée à voir dans la course au progrès l'une des conditions de l'émancipation des masses* ». Tirer les implications antiproductivistes de la critique du capitalisme permettrait donc de repolitiser le combat écologique, à l'heure où son galvaudage par les principales familles politiques conduit justement à sa dépolitisation⁶. Une gauche authentiquement écosocialiste pourrait s'imposer comme le seul acteur écologiquement conséquent.

L'imbrication de la question écologique au combat social contribue par ailleurs à réactualiser le concept de lutte des classes. Contrairement à ce que suggère l'environnementalisme bien-pensant, tous ne sont pas placés à la même enseigne face aux défis écologiques. Comme le souligne le dernier rapport du GIEC, les catégories les plus précaires sont en prises directes avec les conséquences du changement climatique⁷. La capacité d'échapper, à moyen terme, aux bouleversements éco systémiques – et donc la propension à flirter avec le seuil critique – est, quant à elle, proportionnelle à sa place dans la hiérarchie sociale. Cette opposition est révélatrice d'une profonde contradiction de classe entre la dynamique d'accumulation du profit et les aspirations populaires à une vie descente. « *La classe de contact avec la catastrophe écologique, c'est la classe ouvrière* », analyse Jean-Luc Mélenchon, coprésident du Parti de Gauche et candidat à l'élection présidentielle française de 2012, qui n'hésite pas à parler de « *classe écologiste* »⁸. Placer la focale au niveau des rapports de domination permet ainsi de réaffirmer le caractère conflictuel des luttes sociales et écologiques, dans un contexte où il tend justement à être dissimulé⁹.

Par ailleurs, dans un contexte où le marxisme est fréquemment associé aux expériences autoritaires du « socialisme réalisé », la réflexion écosocialiste offre l'occasion à la Gauche de redéfinir son rapport à la démocratie. Elle pose en effet l'existence d'un « intérêt général humain » découlant de la nécessité de préserver l'unique écosystème vital que constitue l'environnement terrestre, auquel s'oppose de façon évidente la poursuite du modèle de croissance actuel. L'identification de cet intérêt revêt alors une importance fondamentale pour entamer l'indispensable bifurcation idéologique, qui nécessite une délibération collective sur une base

⁶ Y compris chez une frange non-négligeable des partis écologistes européens, qui refuse pertinemment de placer l'écologie sur un axe gauche-droite.

⁷ Commission Climat-Développement de Coordination SUD, "Changement climatique : le défi de notre siècle", 26 mars 2014, Gret.org

⁸ "Jean-Luc Mélenchon : « Je m'interdis le mot croissance »", 19 avril 2012, reporterre.net

⁹ Cusso, Roser, Dufresne, Anne, Gobin, Corinne, Matagne, Geoffroy, Siroux, Jean-Louis, "Le Conflit social éludé", Collection Science politique, Louvain-la-Neuve, Belgique, 2008

démocratique. Dans, ce contexte, explique Jean-Luc Mélenchon, la « *démocratie n'est pas une concession faite à la bourgeoisie, mais la condition pour la définition de l'intérêt général* ». Le fondement démocratique pour une transition écologique est toutefois insuffisant : pour éviter de déboucher sur les dégénérescences productivistes de la planification de type soviétique¹⁰, le contrôle citoyen *a posteriori* est indispensable.

Enfin, l'écosocialisme offre l'occasion à la Gauche de repenser son rapport à la nation et à l'internationalisme. Les enjeux environnementaux transcendant le cadre national, ceux-ci concernent par définition l'ensemble de l'humanité. L'indispensable solidarité qu'implique cet intérêt collectif humain prend alors un sens particulier au regard du rôle de l'Occident dans le réchauffement climatique et dans la subordination structurelle des économies du sud à ses intérêts¹¹. Des mesures de solidarité liées à cette responsabilité historique s'imposent, telles que l'annulation unilatérale des dettes contractée dans le contexte de cette mise sous tutelle, ou encore l'octroi de compensation financière aux États renonçant à l'exploitation de matières premières pour des raisons écologiques¹².

Y remédier durablement nécessite toutefois des mesures plus structurelles. Une certaine relocalisation des activités productives est à cet égard essentielle pour permettre aux pays périphériques de réorienter le développement faveur des populations locales. Souvent caricaturé par les thuriféraires du libre-échange généralisé, un protectionnisme « social et solidaire », tel que le réclame notamment le Parti de Gauche dans ses « 18 thèses pour l'écosocialisme », constitue à cet égard une arme de choix pour refonder l'économie sur la base des besoins réels. Loin du repli national, cette conception écosocialiste du protectionnisme est au contraire une condition majeure pour rompre avec la subordination séculaire des peuples aux oligarchies des États les plus puissants.

Vers une internationale écosocialiste ?

Ces quelques éléments illustrent la façon dont l'écosocialisme, en rompant avec certains fourvoiements historiques de la Gauche – le productivisme et l'autoritarisme du communisme de type soviétique, le ralliement à l'idéologie de la « fin de l'histoire » et du tout-au-marché de la social-démocratie de la troisième voie et d'une partie de l'écologie politique – peut contribuer à placer cette dernière à l'avant-garde du combat progressiste. Si l'indéniable dynamique intellectuelle et politique autour de cette question semble prometteuse, la longue mutation d'un concept théorique limité en un paradigme structurant du débat politique reste toutefois semée d'embûches. L'extrême pluralité des identités politiques et programmatiques de la Gauche radicale n'en est pas la moindre.

Le vote de la motion écosocialiste déposé par le Parti de Gauche français lors du quatrième congrès du Parti de la Gauche européenne (fédération qui rassemble une trentaine de formations de gauche radicale européennes aux origines idéologiques très diverses) à Madrid en décembre 2013 est à cet égard exemplatif. L'adoption du texte à une majorité relative serrée (48% pour, 43% contre, 9% d'abstention, soit la motion adoptée à la majorité la plus faible du Congrès), peut-être analysée différemment selon que l'on regarde le verre à moitié vide ou à moitié plein : signe de l'avancée du concept au sein des partis de Gauche (quatre ans après son adoption par la IV^e Internationale), elle témoigne également des réticences d'une partie de la Gauche à franchir un certain cap antiproductiviste.

¹⁰ Tanuro, Daniel, *"Quelle écologie, quel socialisme, quelle transition? Le Manifeste écosocialiste du Parti de gauche en débat"*, p.13, Supplément au n°45 de Tout est à Nous!, juillet 2013

¹¹ Wallerstein, Immanuel, *"Comprendre le monde - Introduction à l'analyse des systèmes-monde"*, La Découverte, 2009.

¹² Au premier rang desquels l'initiative de l'Equateur visant à ne pas exploiter les ressources pétrolières que recèle le parc National Yasuni, finalement abandonnée faute de disposition occidentale à alimenter le fond de compensation prévu à cet effet.

Si le fond politique de la motion n'a sans doute pas déterminé l'issue de ce vote¹³, l'héritage de certaines formations n'ayant pas encore totalement rompu avec l'illusion d'une croissance infinie a sans conteste impacté ce résultat. Signe de la prégnance de ce clivage, la motion était soutenue par des partis jeunes, moins marqués par l'héritage historique du mouvement ouvrier¹⁴. Des évolutions internes à ces formations seront sans doute nécessaires pour que s'atténue la dissonance de la Gauche sur ce point, dont la persistance reste en l'état un obstacle à une agrégation politique cohérente autour de l'écosocialisme.

Un autre défi tient à la tension entre l'ambition programmatique que suppose l'urgence environnementale et les inévitables compromis qu'implique la volonté d'agréger un bloc large à vocation majoritaire. Si elles s'entendent grosso modo sur l'héritage commun du socialisme et de l'écologie ainsi que sur les scories dont il convient d'expurger ces deux idéologies, les choses se compliquent quant à la hiérarchie des principes sous-tendus par l'écosocialisme. On pourrait clore momentanément le débat en invoquant Karl Kautsky, pour qui « *les compromis dans l'action ne sont pas condamnables, seuls l'étant ceux qui portent sur le programme* ». La plume du marxiste allemand se révèle toutefois insuffisante, quand on sait les débats houleux qui animent la réflexion écosocialiste quant au degré de rupture avec le capitalisme, au rôle de l'État ou encore à la place de la laïcité¹⁵. Si les mesures à même d'assurer la bifurcation écologique se doivent d'être drastiques, une obsession pour la pureté idéologique pourrait au contraire nuire à la possibilité d'une telle dynamique à agréger un large mouvement. Les fortunes à venir de l'écosocialisme dépendront donc d'un savant dosage entre radicalité et pragmatisme.

Ceci pose par ailleurs la question du bloc social sur lequel s'appuyer. Aussi encourageant que soit le travail de dialogue initié à travers le Réseau écosocialiste européen, qui s'est notamment élargi aux ailes gauches de certains partis verts, le mouvement risque de subir le sort de ceux qui ont eu raison trop tôt s'il n'entame pas en parallèle un travail de pédagogie en direction de la société. Le réseau a déjà tendu la main au monde syndical, dont une partie fut séduite par les possibilités d'anticiper les destructions d'emplois à travers la planification écologique¹⁶. Il lui reste à trouver un langage à même de toucher des mouvements sociaux qui, sans se reconnaître dans les termes socialistes, écologistes et leurs dérivés, se situent à l'avant-garde de l'écosocialisme.

Une tâche à laquelle se sont d'emblée attelés les mouvements réunis lors des Rencontres écosocialistes européennes organisées de Genève. Si elle regroupe également des partis politiques – dont certains membres du Réseau écosocialiste européen –, cette plateforme s'en distingue par la prédominance des mouvements sociaux. « *Il s'agit pour nous de gagner l'hégémonie culturelle et idéologique* », explique Juan Tortosa, l'un des coordinateurs du mouvement. *Notre travail politique consiste entre autres à élargir l'application de l'écosocialisme aux thématiques sociétales afin de faire évoluer les mentalités* ». De cette capacité à insuffler une prise de conscience de classe écologiste dépendra sans doute l'avenir de l'écosocialisme : Le déclin de la Gauche dans les pays occidentaux s'étant largement confondu avec le désenchantement de l'idéal socialiste, sa réactivation s'impose comme un préalable pour un paradigme qui entend la refonder.

¹³ Au-delà des motivations politiciennes liées aux brouilles partisans des membres français du PGE, l'initiative fut interprétée par certaines formations politiques comme une volonté de renforcer la tendance écologique, menaçant par-là l'unité d'une fédération de partis qui avait jusqu'alors fonctionné de façon collégiale.

¹⁴ Le Bloc de Gauche (Portugal) et Syriza (Grèce) sont deux coalitions nées de leur opposition à des partis communistes locaux réputés doctrinaires. Si l'Alliance rouge-verte (Danemark) et Die Linke (Allemagne) sont créés en intégrant des partis communistes historiques, ceux-ci n'y sont pas hégémoniques. Le Parti de Gauche est quant à lui issu d'une scission de la social-démocratie intervenue en 2008-2009, qui a rapidement intégré la dimension écologique dans sa réflexion politique.

¹⁵ Ce dernier point, figurant dans les « 18 thèses pour l'écosocialisme » du Parti de Gauche semble particulièrement malvenu considérant sa prétention à agréger un mouvement large au niveau global, en particulier dans un contexte où nombre d'initiatives anti-productivistes proviennent d'Etats ou de mouvements qui s'inscrivent notamment dans la théologie de la libération.

¹⁶ Notamment en Belgique, où les deux principaux syndicats socialistes et chrétiens ont pris position en faveur d'une transition énergétique respectueuse de l'écosystème.

